

LUNDI ■ BIEN-ÊTRE

MARDI ■ MON JOB ET MOI

MERCREDI ■ FUTURS

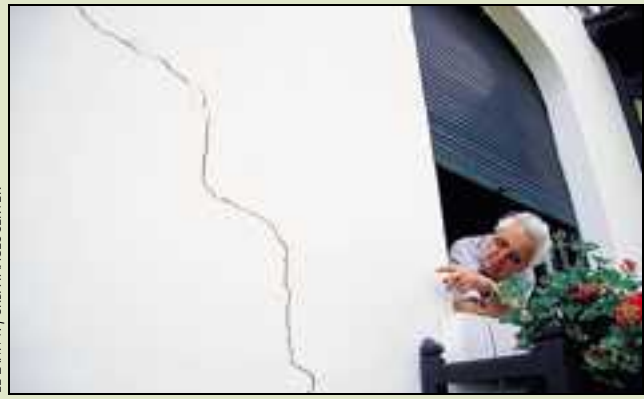
JEUDI ■ OBJETS TECHNO

VENDREDI ■ WEEK-END

ÉTONNANT

Une maison à régénération spontanée !

Une villa haute technologie pouvant résister aux tremblements de terre, tel est le projet mené par l'Institut de nanofabrication de Leeds (Royaume-Uni), sous la conduite de Terry Witkins et financé par l'Union européenne. Cette prouesse est rendue possible par la construction de murs spéciaux possédant des qualités de régénération et l'insertion de capteurs sans fil surveillant les vibrations par radiofréquence. La technique repose sur des nanoparticules de polymère se liquéfiant lorsqu'elles sont soumises à une forte pression. Les fissures de ces maisons intelligentes sont aussitôt colmatées par ce produit durcissant capable de former spontanément un matériau solide. Un premier prototype sera édifié d'ici 2010 sur le flanc d'une montagne grecque. En cas de secousse sismique, le réseau de capteurs alerterait les résidents immédiatement, leur laissant le temps de quitter leur maison et de pouvoir la retrouver encore en place. Si ces polymères autorégénérants font leurs preuves, les projets seront développés dans les zones à risques. Y. de K.



LE LANN V. / URBA IMAGES SERVER

Trois questions à... Gérard Ayache (*)

« Dompter l'hyper-information »

Comment caractérisez-vous notre société ?

Le syndrome psychiatrique de « confusion » correspond assez bien à notre société. Il s'exprime



par une altération des processus émotionnels à l'œuvre dans les phénomènes de fièvre

compassionnelle ou de violences soudaines, par exemple, dans les quartiers. Mais aussi par une altération du réel, dans notre rapport à la vérité et à la crédibilité de l'information. Le plus important est la modification de notre rapport au temps qui se traduit par une surdomination du présent au détriment du passé et de l'avenir. L'histoire disparaît au profit de l'événement. Le futur devient opaque avec un horizon de prévisions assez court. Enfin il y a brouillage de nos repères spatiaux entre local et mondial.

Comment expliquer cette grande confusion ?

L'émergence de l'hyperinformation et la disparition du support analogique ont favorisé ces phénomènes. On a transmis l'information en procédant à sa numérisation. L'impact de cette mutation est énorme. Il modifie notre rapport à l'espace et au temps, puisqu'on peut se projeter en temps réel au bout du monde, mais aussi notre intelli-

gence car nous sommes connectés en permanence. Les outils de connexions miniaturisés qui naissent chaque jour permettent certes à l'individu d'avoir un cerveau augmenté mais en contrepartie l'on a de plus en plus de mal à distinguer le réel et le virtuel, ce qui est humain et ce qui ne l'est pas. Maintenant, ce sont les consommateurs qui vont chercher l'information, la créer et la diffuser sur le marché.

Quelles conséquences cette hyperinformation a-t-elle sur la politique ?

Le principe de représentation est bouleversé. Soumis à une observation dévorante, le « héros » politique va être forcé de descendre de son piédestal ou alors il en tombera. Il devra jouer un rôle d'orchestration des tensions et insuffler les dynamiques. Progressivement, avec l'écologie, une prise de conscience planétaire se forme. La révolution humaine qui s'annonce repose sur la nécessité de faire comprendre la portée de l'enjeu. Attention aux machines hybrides et moléculaires qui menacent de peupler cet hypermonde, il est urgent de maîtriser l'excès de puissance auquel conduit le cerveau global. L'enjeu est la survie de l'humanité.

PROPOS RECUEILLIS PAR Y. DE K.

* Directeur d'Infométrie et auteur de *La Grande Confusion*, France Europe Éditions.

Le choc des générations aura-t-il lieu ?

Confrontés au chômage et à la précarité, les jeunes vont aussi être sollicités pour payer les déficits de leurs aînés. À l'avenir, ils pourraient refuser de cotiser pour un modèle social dont ils ne profiteront pas.

Les jeunes vont connaître des conditions de vie plus défavorables que leurs parents. Cumulant déjà tous les handicaps en matière de revenus, de logements et d'accès aux postes à responsabilités, ce sont eux qui vont devoir régler les déficits d'aujourd'hui, et ce sont eux qui travailleront plus longtemps pour disposer de régimes sociaux inférieurs. On le sait, mais on fait comme si de rien n'était. Si bien que, depuis quelques mois, nombre d'experts tirent la sonnette d'alarme, convaincus que, devant tant d'injustices et face à une telle facture, la jeunesse pourrait bien se rebeller.

Vont-ils supporter en silence et tête baissée ce statut de génération sacrifiée ? Vont-ils payer sans broncher l'endettement de leurs aînés ? Ou vont-ils transformer ce conflit larvé en guerre ouverte ? Pour Bernard Spitz qui vient de publier *Le Papy-Krach* (éd. Grasset), « c'est sûr, les jeunes ne paieront pas indéfiniment ». Selon cet essayiste et consultant, « le programme qui s'annonce pour la jeunesse de France est tout simplement la plus incroyable spoliation générationnelle de notre histoire ». Car c'est la première fois qu'une génération aura vécu tranquillement à crédit sur la suivante.

UNE BARQUE ASSEZ CHARGÉE

Il faut dire que, si l'on fait le compte, la barque est assez chargée. Entre les restrictions annoncées pour résorber une dette publique qui a quintuplé en vingt-cinq ans, l'obligation faite aux jeunes de financer les consommations médicales du passé par le biais de la Cades* (110 milliards d'euros minimum jusqu'en 2024) et le retournement démographique qui va les contraindre à financer deux fois les retraites (la leur par capitalisation, celle de leurs parents par répartition),



GUILLAUME HORCAJUELO/REA

LE DÉFI À RELEVER PAR LES POUVOIRS PUBLICS EST DE PARVENIR À LA RÉCONCILIATION EN DEMANDANT À TOUS DES EFFORTS ÉQUILIBRÉS.

cela fait beaucoup. Si l'on ajoute un taux de chômage de 22 %, des écarts de salaires entre un trentenaire et un quinquagénaire de 40 % (contre 15 %, en 1975) et un taux de pauvreté de 20 % pour les moins de 25 ans... cette fois, cela risque de faire trop. D'autant que, dans le même temps, les plus de 60 ans sont devenus les privilégiés de la société (seuls 5 % sont au minimum vieillards) et les retraités pèsent sur l'emploi et les salaires au travers des fonds de pension actionnaires de nombre d'entreprises (réduction d'effectifs et limitation du coût du travail gonflent les bénéfices et donc les rentes servies). « Si le seuil de tolérance est dépassé, la jeunesse va tout faire pour échapper au fardeau financier », affirme également Julien Damon, chef du département Questions sociales au

Centre d'analyse stratégique. Certes, pour l'heure, les jeunes n'ont pas pris la mesure du « hold-up en cours », selon la formule de Bernard Spitz. Notamment parce que les solidarités familiales amortissent le choc.

Mais, au travers de la crise des banlieues (2005) et du mouvement anti-CPE (2006), ils viennent par deux fois de montrer leur capacité de rébellion quand ils se sentent attaqués. Qu'en sera-t-il demain quand il y aura moins d'un actif pour un retraité (contre trois pour un en 1975) et que leurs parents n'auront plus les moyens de colmater les brèches ? C'est à ce moment-là, à partir de 2020, que les adolescents et jeunes adultes de maintenant pourraient bien tirer leur révérence à un modèle social qui favorise essentiellement les personnes âgées. « Si rien n'est fait, on peut craindre des accès de violences urbaines, des révoltes d'étudiants déclassés, des départs massifs vers l'étranger, le recours des jeunes aux assurances privées pour les risques santé-retraite et un système social insolvable », prévient Bernard Spitz.

Dès lors, pour éviter cet éclatement de la société française d'une gravité sans précédent, le défi à relever par les pouvoirs publics est de parvenir à la réconciliation en demandant à tous, actifs comme retraités, des efforts équilibrés. Et en redéfinissant en faveur des jeunes notre protection sociale devenue inadaptée. Une tâche délicate dans un contexte d'électorat vieillissant et quand on sait que la nouvelle Assemblée nationale compte, pour la première fois, une majorité absolue de plus de 55 ans.

EMMANUELLE HEIDSIECK

* Caisse d'amortissement de la dette sociale.

VERS UN « MINIMUM JEUNESSE » ?

Pour plus d'équité entre les générations, le Centre d'analyse stratégique (CAS) préconise, dans un rapport de juin 2007, la création d'une « dotation en capital pour les jeunes » qui pourrait être, suivant les scénarios, « réservée aux enfants pauvres » ou « octroyée à tout jeune majeur ».

Une proposition qui fait écho à l'allocation autonomie pour les jeunes, défendue, dans un rapport de juin 2005, par Martin Hirsch, haut commissaire aux solidarités actives. Le sujet sera à nouveau débattu lors d'un colloque du CAS sur « les nouvelles réalités sociales », en octobre prochain.

DEMAIN « Objets techno »

L'ovalie sur canapé.